

**RÉUNION DU CONSEIL SYNDICAL  
LE 13 DÉCEMBRE 2024  
AU FOYER WALLISIEN**

**LA FÉDÉ A ADOPTÉ DEUX MOTIONS SUR LE PS2R :**

• **PREMIÈRE MOTION :**

**Le PS2R C'est quoi ?**

- Tout le monde en parle, mais qu'est-ce qu'il y a dedans ?

Acronyme installé dans le débat public à l'aide d'une communication forte et d'un marketing destiné à la promotion d'un nouveau produit qui apparaît sur le marché.

Rappelons ce que veut dire PS2R, le P c'est **PLAN** : cela traduit la volonté de planifier, donc d'installer dans le temps de façon ordonnée des mesures à prendre. Le S c'est **SAUVEGARDE** : l'intention est de préserver ce qui apparaît comme essentiel face aux difficultés engendrées par les événements déclenchés le 13 mai 2024. Ensuite il y a les 2 R : le deuxième c'est **RECONSTRUCTION** là aussi il y a un lien direct avec les destructions et dégâts subis et donc la nécessité de rebâtir. Là où y a une ambiguïté c'est sur l'autre R, la **REFONDATION** : si on continue à vouloir répondre au cataclysme que nous venons de subir, la refondation suppose que l'on organise notre société différemment afin d'éviter de nouvelles explosions sociales, fussent-elles inspirées par des motifs politiques ?

A la sortie du congrès du Palika M. Charles WASHETINE a déclaré à NC 1<sup>ère</sup> son soutien au PS2R au motif d'une refondation nécessaire en référence au seuil de pauvreté dans notre pays. On comprend que le Palika soutienne le président MAPOU issu de ses rangs, mais il faut lire les constats et orientations du plan, pour s'apercevoir que celui-ci n'inscrit nulle part cette préoccupation que nous trouvons essentielle. Le président de la province Nord lui-même a avoué récemment ne pas savoir ce qu'il y a dans ce plan, et qu'il attend qu'on le lui présente officiellement. De leurs côtés les groupes du congrès auxquels reviendront les votes des mesures envisagées, se contentent pour l'instant d'affirmer que le PS2R n'est pas à opposer à l'autre plan qu'ils ont voté à la quasi-unanimité sans qu'ils n'aient porté de jugement sur son contenu.

Tout cela pour dire que le marketing et la communication peuvent arriver à promouvoir un produit dont le contenant s'appelle S2R, mais dont le contenu n'est pas connu.

Est-ce que le PS2R répond aux problématiques essentielles de notre pays qui ont alimenté le terrain de l'insurrection ? Est-ce qu'il parle des inégalités, de la pauvreté, de la vie chère, des bas salaires, des



**JDA/ST - N°367-2024/FF**

**Nouméa le 16 décembre 2024**

logements, des transports de la jeunesse...non ou très peu pour meubler l'essentiel de son but qui lui est très clair.

L'objectif principal de la refondation version NC.ECO, c'est ce que les économistes appellent la politique de l'offre qui consiste à réduire la dépense publique, réduire les charges des entreprises et les exonérer d'impôts.

Beaucoup d'économistes, et pas des moindres contestent l'efficacité de ce modèle qui est présenté comme favorisant la création de richesse qui pourra ensuite être redistribuée par la théorie du ruissellement.

Le patronat calédonien par un opportunisme indécent compte tenu de la situation, a converti le gouvernement à ce modèle.

On peut partager ou pas ce dogme, mais force est de constater que cette vision n'est pas du tout adaptée à une politique de relance dont le premier levier est indiscutablement la consommation. Elle est même dangereusement contre-productive.

Au moment où des milliers de consommateurs ont perdu leur emploi, ou l'on tente par l'indemnisation du chômage de préserver leur pouvoir d'achat, on viendrait réduire celui de ceux qui ont eu la chance d'échapper aux conséquences de la crise.

Alors que le pays a perdu une grande partie de ses recettes propres on se lancerait dans des initiatives d'allègement des charges qui financent les régimes sociaux et d'exonération ou de baisses d'impôts !

### **Voilà en résumé ce qu'il y a dans le PS2R.**

Le député TJIBAOU lui-même a été trompé sur la marchandise, en répondant à une question sur le devenir des quelques 11.000 jeunes qui auraient participé aux émeutes, il a fait référence au PS2R en suggérant que celui-ci allait leur offrir des opportunités ! Lesquelles ? un emploi de travailleur pauvre si le ruissellement produit ses effets ? Qui décide du niveau de trop plein à partir duquel il peut y avoir ruissellement ? Comment réagiront-ils quand ils s'apercevront que le PS2R n'a pas apporté ne serait-ce qu'un début de réponse à l'écart des richesses, à la pauvreté, à la misère ?

Dès le 7 octobre 2024, la Fédé a écrit au gouvernement pour lui faire part de ses attentes, en faisant un diagnostic de l'état de la société calédonienne et en lui demandant d'amender son projet pour répondre à la détresse qui a alimenté la casse du 13 mai.

La Fédé a participé activement à la présentation du plan au centre TJIBAOU en martelant son opposition à la méthode et aux orientations du PS2R.

Aujourd'hui le gouvernement qui a été présenter son plan à Paris, tout en disant à Nouméa que, en l'état actuel des choses nous devons le considérer comme un document martyr, le gouvernement reste figé sur sa ligne, il nous invite à travailler en atelier, et reste isolé de la majorité des groupes du congrès dans ses travaux qu'il dit préparatoires. Pourtant il a anticipé un accord ou consensus sur l'ensemble du plan



**JDA/ST - N°367-2024/FF**

**Nouméa le 16 décembre 2024**

en avançant des projets de textes qui sont issus dudit plan, en particulier pour des exonérations ou autres dépenses fiscales.

La Fédé a, dès le départ, soutenu l'initiative du gouvernement. Dans un esprit de construction de réformes, et, pour participer à l'œuvre de sauvegarde et de reconstruction, elle a salué également l'aspect collégial de la démarche, la Fédé a également soutenu le plan pluriannuel en estimant que les deux initiatives devaient être complémentaire et non concurrentes.

Malgré tout son engagement, la Fédé constate qu'il y a un désaccord fondamental dans l'analyse de la situation et dans les orientations du volet refondation, la Fédé prend acte que le gouvernement n'est pas prêt à revenir sur la version ultra libérale de son plan. La Fédé ne peut en aucune manière apporter sa caution aux orientations prises. Ne désirant pas jouer la politique de la chaise vide, la Fédé enverra un observateur à chaque réunion traitant du sujet, elle s'abstiendra de toute validation et continuera à faire valoir sa conception de la refondation de la société calédonienne.

La Fédé annonce qu'elle va travailler en interne à un contre-plan qui traitera de vie chère, de bas salaires, de logement, transports, santé, jeunesse, fiscalité, l'enseignement, l'éducation, la formation et l'insertion.

Le plan de la Fédé sera chiffré à l'inverse du PS2R, comportera des mesures concrètes s'appuiera sur des sources existantes (accords économique et sociaux, délibération fiscale, ...) et sur des apports externes d'experts.

La Fédé rendra public ses travaux à l'occasion d'un colloque qu'elle organisera à la fin du premier trimestre 2025.

**Cette motion a été adoptée à la majorité par l'assemblée.**

- **SECONDE MOTION :**

Dans le cadre de la mise en application de la première motion, qui s'inspirera fortement des « Accords économiques et sociaux » de 2012, la Fédé s'engage, dans les meilleurs délais, à solliciter l'ensemble des syndicats de salariés, du Conseil du Dialogue Social, de leur présenter cette initiative et de les inviter à la partager.

La Fédé s'engagera donc à partager cette initiative avec l'ensemble des syndicats salariés du CDS avant le démarrage des travaux.

**Cette motion a été adoptée à la majorité par l'assemblée.**

